



Discours dans une réunion au Sénat italien

Maryam Radjavi : Soutien de la majorité des sénateurs italiens au soulèvement et à la Résistance iranienne, et au rejet de toute dictature, du chah ou des mollahs

12 avril 2023

Le mercredi 12 avril, lors d'une réunion au Sénat italien, des parlementaires, dont les sénateurs Giulio Terzi et Marco Scurria ont présenté une déclaration signée par une majorité de leurs pairs en soutien au soulèvement et à la résistance iranienne. La déclaration rejette aussi toute sorte de dictature, quelle soit celle du chah ou des mollahs. Plusieurs parlementaires italiens se sont exprimés sur ce texte. Maryam Radjavi, participant en ligne à cette réunion, a prononcé le discours suivant :

Chers amis,

Mesdames et messieurs les parlementaires,

Je vous remercie pour l'attention que vous portez à la lutte du peuple iranien pour la liberté et la démocratie. Heureusement, la société italienne et ses élus connaissent la question iranienne depuis longtemps. La coopération et les échanges continus entre nos pays sur les plans culturel, scientifique et économique remontent à un passé lointain. Mais le long règne de deux dictatures du chah et des mollahs a fait reculer notre pays.

En 1979, le peuple iranien a fait une révolution pour établir la liberté et la démocratie. Mais les mollahs ont volé la révolution. Ils ont utilisé l'immense énergie libérée par la révolution dans l'incitation à la guerre, le terrorisme et la destruction. En fait, l'histoire de ce régime est l'histoire du développement du terrorisme d'État, du chaos dans les pays de la région et de l'occupation de certains d'entre eux.

La répression du peuple iranien avec l'exécution de 120 000 opposants et surtout la mise en

place de toutes sortes de privations et de discriminations contre les femmes ont pris des dimensions catastrophiques.

Un régime dans une impasse

Depuis cinq mois, le régime vise les écoles de filles avec des attaques chimiques dans le cadre d'un plan national. Ces empoisonnements visent à terrifier les femmes et les filles pour les dissuader de participer aux soulèvements contre le pouvoir dans lesquels elles ont joué un rôle de premier plan. Les horribles attaques du régime ont jusqu'à présent touché au moins 505 établissements scolaires dans 109 villes, et font des victimes au quotidien dans un regrettable silence international.

Il convient de noter que cette persécution consiste essentiellement à trouver une échappatoire à l'impasse fatale dans laquelle le régime se trouve à l'intérieur du pays. La série de soulèvements de ces dernières années a abouti à un puissant soulèvement généralisé en septembre 2022, qui est un tournant dans le sort réservé à la dictature religieuse. Et il a exposé aux yeux du monde la faiblesse et la fragilité de ce régime sur lesquelles nous insistons depuis des années.

Une inflation à 50%, un déficit budgétaire à 50%, la chute libre de la monnaie officielle du pays, la montée du chômage, la corruption systématique du pouvoir et une économie quasiment paralysée sont le lot quotidien. Mais la fragilité du régime vient du fait qu'il est impliqué dans une société hautement rebelle qui a décidé de le renverser.

Pour comprendre ce qui se passe, prêtons attention à l'ampleur des arrestations. Le chef du pouvoir judiciaire, le mollah Mohseni Ejeï, a annoncé au mois de mars que plus de 22.000 personnes arrêtées lors du soulèvement avaient été libérées . Il est certain que le régime a procédé à des dizaines de milliers d'arrestations pour bloquer le soulèvement. Mais cette répression généralisée n'a pas réussi à faire taire le mouvement de contestation qui reste le cauchemar du régime. Il y a deux semaines, le commandant des unités anti-insurrectionnelles a indiqué que le régime augmentait ses forces dans 400 villes pour contenir le soulèvement .

Le CNRI, une alternative démocratique

Mais au fait, pourquoi les mollahs n'ont-ils pas réussi à bloquer le soulèvement ? Parce qu'ils sont face à une société explosive et que les gens ne tolèrent plus la situation actuelle. Mais ce n'est pas un mécontentement informe et spontané. Le réseau organisé des Moudjahidine du

peuple (OMPI) dans diverses provinces, dont les unités de résistance forment les unités combattantes, joue un rôle sérieux dans l'organisation du soulèvement et dans sa poursuite. Du début du soulèvement jusqu'à six mois plus tard, plus de 3 600 partisans de l'OMPI ont été arrêtés ou ont disparu. Mais ces arrestations n'ont pas pu limiter l'activité et la croissance des unités de résistance.

Faire avancer le soulèvement et le compléter par de vastes activités sociales, politiques et internationales, relève de la responsabilité d'une alternative démocratique, à savoir le Conseil national de la Résistance iranienne.

Cette coalition comprend des groupes et des personnalités aux tendances politiques et idéologiques diverses. Créé il y a 42 ans pour renverser le régime, le CNRI souhaite que l'Iran se libère du passé, c'est-à-dire de la tyrannie du chah, et du présent, c'est-à-dire de la tyrannie des mollahs, et construise un avenir fondé sur la souveraineté populaire. Une république démocratique se distinguant par plusieurs principes fondamentaux : la séparation de la religion et de l'État, l'égalité entre les femmes et les hommes, l'autonomie des minorités ethniques, l'abolition de la peine de mort et un Iran non nucléaire.

Selon le programme du CNRI, après le renversement du régime des mollahs, un gouvernement provisoire sera formé pour une durée maximale de six mois dans le but de transférer en douceur le pouvoir aux représentants élus du peuple. Sa tâche principale sera d'organiser des élections libres pour former l'Assemblée constituante.

Cette assemblée a deux devoirs majeurs, le premier est de former un nouveau gouvernement provisoire basé sur le vote du peuple, et l'autre devoir est de rédiger la constitution de la nouvelle république. Outre parmi le peuple iranien, le programme du CNRI est également très populaire parmi les élus des nations américaines et européennes.

Soutien des parlementaires européens et américains

La déclaration commune de la majorité des sénateurs italiens est une preuve significative du soutien à la résistance du peuple iranien, à ses efforts pour rejeter toutes les formes de dictature, que ce soit celle du chah ou des mollahs, et à l'instauration d'une république démocratique. Je tiens à remercier les sénateurs Terzi et Scurria d'avoir parrainé cette initiative.

Sur la base de l'expérience des dernières décennies, le peuple d'Iran et sa résistance considèrent la chambre des députés et le sénat italiens, ainsi que leurs honorables parlementaires épris de liberté, au nombre de leurs meilleurs amis.

La majorité des membres du Congrès américain ont également signé une résolution soutenant la lutte du peuple iranien contre les régimes du chah et des mollahs, et soutenant le plan en dix points de la Résistance visant à établir une république démocratique fondée sur la séparation de la religion et de l'État. En outre, en décembre dernier, 125 membres du Parlement belge et, en mars dernier, 250 membres des Chambres des communes et des Lords du Royaume-Uni ont publié des déclarations similaires.

Il est donc impératif que les gouvernements occidentaux réévaluent fondamentalement leur politique à l'égard de l'Iran et se tiennent aux côtés du peuple iranien. Le grand soulèvement a apporté des changements irréversibles dans la société iranienne et la position du régime clérical. La détermination du peuple iranien à atteindre la liberté et la démocratie ne peut être étouffée.

Le régime clérical est incapable de se maintenir au pouvoir face à la vague de soulèvements. La communauté internationale, y compris l'Italie, doit revoir son approche de la dictature religieuse au pouvoir en Iran. Continuer à traiter avec ce régime comme auparavant n'est pas seulement préjudiciable aux intérêts du peuple iranien qui cherche à le renverser, mais va également à l'encontre de la paix et de la sécurité mondiales que le régime menace.

Pendant le soulèvement de 2009, l'ambassade d'Italie à Téhéran a offert un refuge aux manifestants qui fuyaient le Corps des gardiens de la révolution. Aujourd'hui, le peuple iranien espère que l'Italie va adopter une position plus ferme à l'égard du régime, déclarer les pasdarans comme une entité terroriste, cesser tout commerce avec la dictature religieuse et reconnaître la légitimité de la lutte du peuple iranien pour renverser le régime.

Car commercer avec le régime iranien signifie commercer avec les pasdarans et alimenter indirectement l'appareil de répression, le terrorisme et le bellicisme. Il est donc temps que l'Italie confirme la légitimité et la nécessité de la lutte du peuple iranien et reconnaisse la légitimité de la lutte de la courageuse jeunesse iranienne contre les gardiens de la révolution.

Je vous remercie.